hors service • feuille anarchiste • 26 décembre 2012 • n° 31

Il y a deux semaines, les premières distributions de tracts appelant à une lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles ont eu lieu à Anderlecht et à Molenbeek. Dans différentes quartiers bruxellois, la colle des premières affiches contre la maxi-prison est encore fraîche.

Nous pensons que le premier pas vers une lutte sans compromis contre cette nouvelle monstruosité du pouvoir, soit la diffusion de la contre-information, tout d'abord dans les quartiers où nous vivons et luttons. Car si, comme ce premier tract explique, l'Etat prévoit cette construction afin d'enfermer d'avantage de pauvres, exclus et révoltés, c'est la ville entière de Bruxelles qui est dans la ligne de mire. D'avantage d'uniformes et de contrôle dans la rue, vidéosurveillance partout, sanctions administratives pour n'importe quelle connerie, militarisation des transports en commun, réaménagement des quartiers populaires pour « nettoyer la ville », extension de la zone européenne… tout cela est à l'image de la construction prévue à Haren, au nord e Bruxelles. La construction de la nouvelle prison va main dans la main avec la transformation de Bruxelles en grande prison à ciel ouvert.

N'attendons pas. Nous appelons tous ceux et toutes celles qui veulent lutter de manière directe contre ce projet de l'Etat à s'organiser entre eux, à discuter de la *signification* d'une nouvelle prison, à distribuer la contre-information, à préparer et à réaliser des actions, grandes ou petites, pour mettre des bâtons dans les roues de l'Etat.
Que naissent partout des cercles de combat. Que chaque rue, place, endroit s'auto-organise pour donner corps et âme à cette bataille importante. La lutte auto-organisée et directe est la meilleure et la seule façon de combattre réellement la construction de cette maxi-taule.



Luttons contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles !

D'une maxi-taule…

A Haren, au nord de Bruxelles, l'Etat prévoit la construction de la plus grande prison de l'histoire belge. Elle viendra s'ajouter au plan de neuf autres nouvelles prisons. Cette nouvelle prison devra permettre à l'Etat d'enfermer d'avantage de personnes, dans des conditions plus sécurisées et plus répressives. Si les nombreuses révoltes, mutineries et évasions des dernières années ont donné corps et âme à un désir de liberté, cette nouvelle couche de construction de prisons cherchera à l'étouffer.

Il n'y a pas à tourner autour du pot : la prison sert à maintenir la société en place. Et cette société, c'est une société divisée en riches et en pauvres, en dominants et dominés, entre maîtres et esclaves. Celui qui porte atteinte à la propriété privée, qui enfreigne les lois, qui sort du « droit chemin » de la résignation pour se lancer dans la révolte, sait que la prison pourrait l'attendre.

La maxi-prison prévue à Bruxelles ne sera donc rien d'autre qu'une énième arme du pouvoir pour mater le désir de la liberté et enfermer toujours plus de récalcitrants. Et qu'on se trouve dedans ou dehors, son ombre sera une chaîne autour du cou de nous tous.

… à une ville-prison

La maxi-prison prévue à Haren est à l'image de ce que le pouvoir veut faire de Bruxelles : transformer la ville en grande prison à ciel ouvert. Réaménagements des quartiers pour nous chasser (comme dans le bas de Saint-Gilles, le long du Canal ou encore à Cureghem). Quadrillage de la ville par la vidéosurveillance et la présence des uniformes de toute sorte. Militarisation des transports en commun. Sécurisation des quartiers d'affaires et des institutions européennes. *L'ordre doit régner*, tout le monde est appelé à marcher au pas de l'économie et du pouvoir. L'Etat cherche ainsi à écraser la rage contre ce monde, à freiner la remise en question d'une société qui vit sur l'exploitation et l'oppression.

Alors, vive la mutinerie !

Tout plan peut être gâché, toute construction peut être sabotée, tout pouvoir peut être attaqué. La lutte contre la construction de cette maxi-prison doit être une lutte directe et offensive, c'est la seule manière de l'empêcher. On ne peut confier cette lutte à qui que ce soit (partis, syndicats,…), elle doit partir de nous-mêmes, les prisonniers du dedans et du dehors.

Le pouvoir veut nous faire croire qu'on ne peut rien faire. Il se veut invulnérable. Mais les choses ne sont pas comme ça. Le pouvoir peut être attaqué partout où il se concrétise : dans ses bureaux, dans ses institutions, dans ses uniformes. Et cela, cette révolte, ne dépend que de nous-mêmes.

Combattons de toutes nos forces, sur tous les terrains de la vie, contre le rêve du pouvoir qui nous verrait bien tous prisonniers. Révoltons-nous contre tout ce qui cherche à nous enfermer.



Rien n'est fini…

La violence révolutionnaire qui se déchaîne dans les rues de l'Egypte semble loin d'être finie. Depuis que l'islamiste Morsi s'est déclaré autocrate, les protestations dans la rue se sont à nouveau enflammées. Tellement enflammées que Morsi a dû renoncer au pouvoir qu'il s'était octroyé pour tenter de calmer les enragés. Ce manoeuvre politique n'a servi à rien. A l'approche du référendum (le 15 et le 22 décembre) à propos de la nouvelle constitution, en grande partie écrite par les islamistes, les protestations se sont durcies. Un sentiment qu'une « nouvelle révolution » est en cours s'est emparé de la rue. Il semble bien que nombreuses personnes ne sont pas prêtes à tout simplement remplacer l'ancien dictateur par un nouveau. Le palais présidentiel de Morsi a été pris d'assaut par des milliers de personnes. Le périmètre de sécurité, composé de blindés et de murs en béton, a été rompu par des gens déterminés, armés de pierres, de bâtons de fer et de cocktails molotov. Dans l'espace d'une semaine, plus de 28 bureaux des Frères Musulmans (aujourd'hui le parti islamiste de Morsi) ont été incendiés à travers le pays. Dans de nombreux endroits, des émeutes et affrontements ont éclatés et dans les zones industriels, on a proclamé la grève générale.

Pour renforcer la répression du mouvement en cours, Morsi a reactivé l'armée. Les soldats ont par exemple de nouveau reçu la permission d'effectuer des arréstations et de faire juger les révoltés par de tribunaux militaires. Pour « sécuriser » le référendum, 100.000 soldats, des milliers de policiers et 6000 blindés ont été déployés dans la rue. Mais même cela n'a servi a rien. Dans de nombreuses villes, il y a eu des affrontements durs entre le camp conservateur et le camp révolutionnaire (avec toutes ces divisions, évidemment). Quand les salafistes par exemple ont cherché à monter sur Alexandrie (un des foyers de la révolte) avec des bus, ils ont été chassé par des foules et des jeunes enragés. Leurs bus ont été livrés aux flammes.

N'oublion pas non plus qu'aussi en Tunisie, l'ordre n'est pas du tout restauré. La commémoration officielle de la deuxième anniversaire de l'immolation de Mohamed Bouazzizi, ce qui a marqué le début du soulèvement contre le régime de Ben Ali, ne s'est pas passée comme les nouvelles autorités auraient voulues. Tant le président Marzouki comme le président du parlement Ben Jaafar (les deux appartenant au parti islamiste Ennahda, actuellement au pouvoir) ont été chahutés et caillassés lorsqu'ils montaient sur le podium. Depuis quelques semaines, de nombreuses émeutes ont éclatées dans des villes, villages et régions, contre le nouveau pouvoir, par des gens qui veulent « une nouvelle révolution », comme par exemple à Siliana.

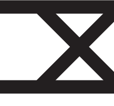
Soyons solidaires avec tous ceux qui se battent pour la véritable révolution sociale, en Egypte, en Tunisie et partout dans le monde!

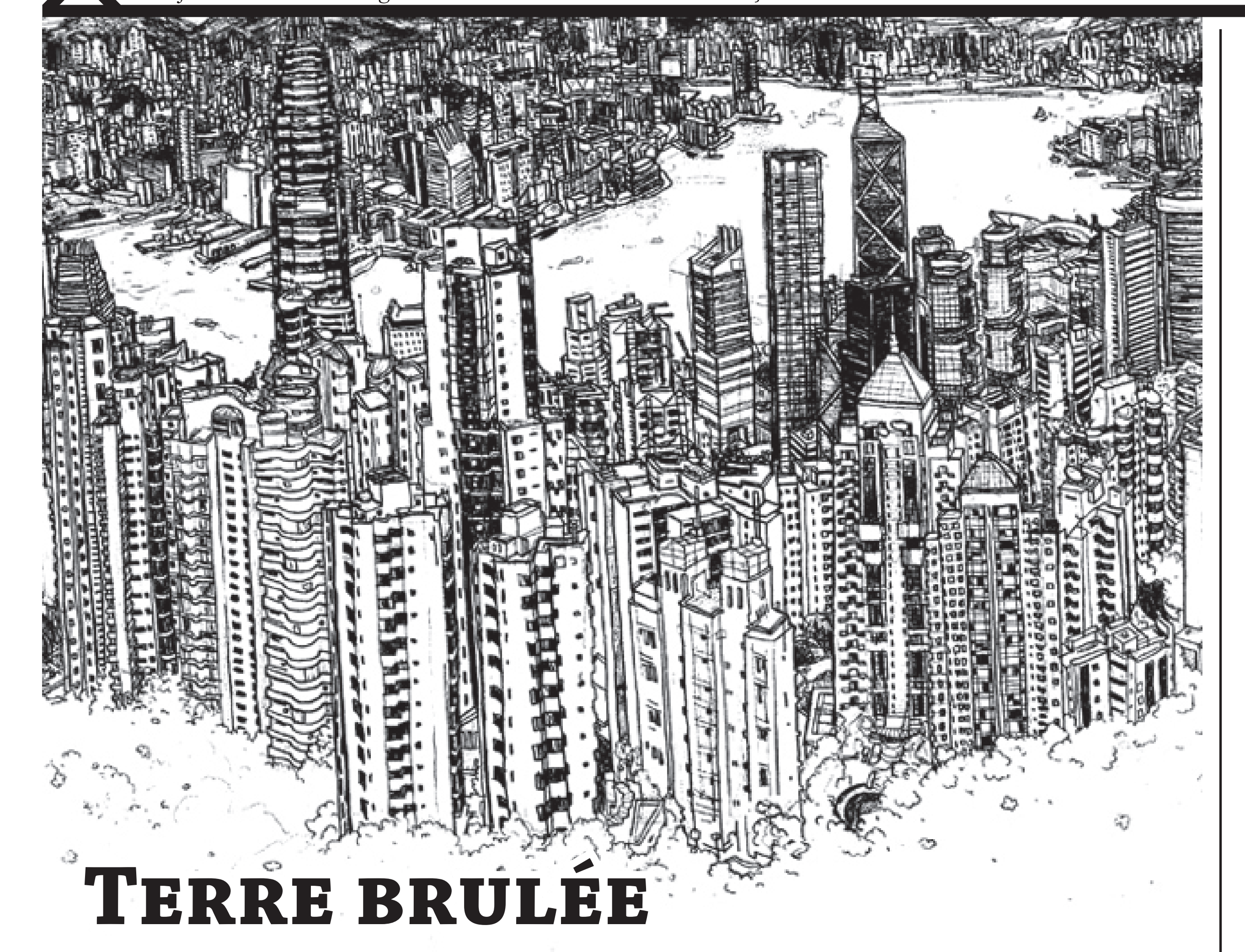
Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Des feux perturbateurs • Apparemment quelques personnes n'étaient pas très pressées à se rendre au boulot. En deux semaines, plusieurs incendies ont perturbé le réseau métro de la STIB. Près de la Gare du Midi, un incendie a ravagé un local technique, entraînant une paralysie de plusieurs heures de toute circulation du métro. A Anderlecht et à Laeken, des foyers d'incendie sur les voies ont saboté la circulation. Passons de façon agréable ce temps libéré.

Reprendre la vie en main • Le CPAS de Tournai a été confronté à deux reprises à deux clients malcontents. Le premier n'était pas d'accord avec la façon dont le CPAS gérait son argent. Armé d'un revolver, il s'est rendu dans les bureaux pour marquer son désaccord. Le lendemain, un autre est venu avec ses amis pour réclamer du fric que le CPAS lui devait. Le CPAS a dû faire appel à la police et dans la bagarre, plusieurs vitres du bâtiment ont été cassées.

Feu à la prison • Devant la prison d'Andenne, des pneus ont été incendiés vers 9h du soir sur la voie ferrée qui longe le mur de la prison. Ça gueulait « *liberté* » et « *vive la révolte* », ensuite des feux d'artifices ont été tirés. Circulation des trains perturbée, chaos total pour les matons et la police. La police est d'ailleurs massivement descendue sur place et est resté plusieurs heures pour prévenir tout mouvement de révolte.


Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines.
Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.
hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com



Terre brulée

L'air que l'on respire devient chaque jour plus poussiéreux. La ville entière semble être en chantier. Des grues s'élèvent au-dessus de nos têtes, de grandes constructions sont entamées, de vieilles bâtisses sont transformées en lofts. Le visage de Bruxelles va changer, le pouvoir en a décidé ainsi. Ils parlent de progrès, de durabilité, d'améliorations, de sécurité. Des mots qui, tous, veulent dire la même chose : de l'ordre, de l'ordre et encore de l'ordre.

Tout projet de rénovation, toute nouvelle construction, tout chantier respire l'ancien rêve des puissants : transformer l'environnement pour transformer les êtres. Selon eux, un prisonnier enfermé dans une cage dorée ne se rebellera pas aussi vite que lorsque il se retrouve dans un cachot sale. Pour nous autres anarchistes, la question n'a jamais été la couleur et la dimension des cages, mais leur existence même. C'est pour cela que nous percevons derrière tout projet de réaménagement des quartiers la volonté des directeurs de prisons qui gouvernent ce monde.

Certains projets sont quelque part plus faciles à démasquer que d'autres. Les lofts et les « habitations écologiques » qu'ils construisent actuellement le long du canal ne sont rien d'autre qu'un mur autour d'une zone molenbeekoise moins contrôlable. Et les tours en construction à l'entrée de Cureghem, à côté de la gare du Midi, rien d'autre que les miradors, les forteresses qui marquent la séparation entre le centre-ville (qu'on voudrait riche, accueillant, respectueux de l'ordre) et le quartier anderlechtois (qu'on sait pauvre, méfiant et hostile à l'ordre).

D'autre part, il y a par exemple tout ces fameux « contrats de quartier », ces mélanges urbanistiques entre des mesures soi-disant sociales et la répression. On y parle aussi bien d'installer (ou d'enlever) quelques bancs et d'ouvrir une crèche que de l'installation d'un commissariat de proximité, d'une antenne de vigilance, de rénovation de bâtiments pour faire venir les couches plus aisées de la population, d'installation de caméras. Ce n'est pas un hasard que le pouvoir y mélange volontiers des aspects soi-disant sociaux et répressifs. Selon nous, il ne s'agit pas de rejeter une partie pour en accepter une autre : l'entièreté de ces plans doit être combattue.

Vous les avez déjà vu – tous ces gens bienveillants, ces gentils artistes-architectes avec leurs ordinateurs portables, ces créatifs académiciens qui prétendent rendre le quartier « plus agréable » ! On les voit s'installer au coin de la rue dans des bureaux bien confortables à l'air quelque peu alternatif ; de derrière leurs ordinateurs ils dessinent les plans de la ville future. Ils parlent de « transformer la ville », mais en effet, leur mission c'est de « transformer les habitants ». Ils prêtent main forte au pouvoir. Si le dernier envoie toujours plus de flics, d'uniformes et des caméras, eux, jouent la carte douce de l'oppression. Leur but est exactement le même et la gentillesse de notre part ne leur fera pas changer d'avis.

Le côté perfide de tout cela, c'est que toute critique timide, tout reste d'ouverture encore au « dialogue » avec tous ces dessinateurs de plans, ces développeurs de projets, ces types au panier bio-démocratie locale-tri sélectif-animation de quartier, sera incorporé aux projets mêmes. Tant qu'on est disposé à en discuter avec le pouvoir, il réussira toujours à nous donner une petite place quelque part tout en maintenant son rêve répressif. Il nous invitera à participer à notre propre oppression, à notre propre asservissement. La démocratie urbanistique n'a jamais été autre chose que la possibilité de décider la couleur de sa cage.

Il faut donc se décider. Soit on continue à accepter que le pouvoir dessine les contours de nos vies, érigeant ces bâtiments, creusant ses tunnels, imposant ses sbires, envoyant son armée d'architectes alternatifs et écologiques. Soit on décide de se battre, non pas pour sauvegarder quoi que ce soit, ni même pour « nous défendre », mais pour mettre des bâtons dans les roues du pouvoir. Et pour cela, pas besoin de grands tours de force. Un bidon d'essence et quelques allumettes suffiront.

La7wa Lbolisse !

Aux alentours du 12 novembre 2012, deux sans papiers, Akram et Moussa se font courser par les flics à Bruxelles. Les flics rattrapent Akram qui se débat et ils le poussent, ils tombe sur le quai. Voyant cela, Moussa part en courant sur la route et se fait renverser par la voiture de flics qui le poursuit. En fait il aura les côtes cassées.

Après les flics essayent de lui faire dire la nationalité de son pote, lui il pense que c'est pour l'expulser et refuse de la dire. Alors il l'emmene à la morgue et là, Moussa constate que Akram est mort. Moussa va passer plusieurs jours à l'hopital avant de pouvoir appeler ses proches pour leur avertir que Akram est mort.

Moussa et le frère d'Akram s'étaient connus au Centre de rétention à Vincennes (près de Paris) en novembre 2011, où ils avaient fait des expériences de lutte ensemble.

Le corps de Akram a été renvoyé le 30 novembre en Algérie. Il paraît qu'il était déjà enterré et que des amis ont dû payer 1500 euros pour l'exhumation.



Hors la loi

Hors la loi, car nous ne voulons pas vivre selon des règles que d'autres nous imposent. Peu importe qui les impose et au nom de quoi, ils protègeront toujours que les intérêts de ceux qui les ont fait. Nous voulons vivre selon nos propres règles, selon nos propres convictions, selon les palpitations de nos cœurs, en s'accordant, d'égal-à-égal, avec ceux dont on partage nos vies.

Hors la loi, car un nouveau monde, un monde débarrassé de l'exploitation, de l'oppression, ne peut naître que par la révolte qui défie toutes les lois en vigueur, toutes les institutions qui perpétuent l'existence du vieux monde, toutes les morales qui le soutiennent.

Hors la loi, car à l'intérieur de la loi, il n'y a que compromis, résignation, obéissance – valeurs qui nient l'être unique de l'homme, et le transforment en simple unité du troupeau.

Hors la loi, car à la violence légale, à la violence de l'Etat et de ses forces de l'ordre, à la violence d'une existence dépourvu de sens, nous opposerons sans hésiter notre violence. La violence de la loi protège l'ordre social, elle assujettit, elle est conservatrice. Notre violence veut transformer l'ordre social, elle est libératrice, elle est révolutionnaire.

Hors la loi, car pour qu'un nouveau monde puisse naître, les banques doivent être expropriés, les supermarchés détruits, les parlements explosés, les prisons dévastés, l'argent brûlée, les bourreaux éliminés. Nous n'avons pas peur des ruines, car dans nos cœurs nous portons un nouveau monde où il n'y aurait plus de maîtres ni d'esclaves, plus de riches ni de pauvres.

Hors la loi, car l'homme doit vivre libre. Ma liberté ne se termine pas là où commence celle de l'autre, ma liberté s'étend à l'infini à travers la liberté de tous les hommes.

Hors la loi, car pour que vive l'anarchie, *la loi doit mourir*.

Sabotage solidaire • A Bruxelles, des machines ont été sabotées sur un chantier Eurovia en solidarité avec les individus en lutte contre la construction d'un nouvel aéroport près de Nantes (France). Eurovia fait partie du groupe Vinci qui veut construire ce nouvel aéroport. Dans de nombreux endroits en France et ailleurs, des attaques, sabotages et actions ont été réalisés contre les constructeurs futurs ou partisans de ce projet monstrueux.

Briser le train-train quotidien • Quelques responsables de la SNCB de Charleroi dénoncent des actes de vandalisme répétés contre les infrastructures des chemins de fer (câbles, voies, cabines électriques,…). De pair avec les nombreux vols de cuivre, ceci provoque beaucoup de retards. A noter que les agressions contre les contrôleurs de billet sur les trains sont aussi en hausse. Le contrôle renforcé et la militarisation des transports en commun amène évidemment quelques éclats de rage parmi les voyageurs.

Tous les supermarchés en cendres ! • A Malines, des inconnus ont bouté le feu aux charrettes du supermarché Delhaize. Ceci a provoqué un incendie assez violent et les étalages du magasin ont sautés à cause de la chaleur.

Un maillon hors service • Pendant la nuit, un bâtiment de Belgacom à Gand a été incendié. Les dégâts sont grands. Un porte-parole de Belgacom explique : « Les dégâts après l'incendie criminel dans nos bâtiments sont énormes. La partie des techniciens, où il y avait beaucoup de bureaux et d'ordinateurs, est quasi entièrement partie en fumée. Tout le matériel a été détruit. » Plusieurs véhicules appartenant Belgacom, garés à côté du bâtiment, ont aussi été détruits par les flammes. Vu qu'il s'agit d'une installation technique de Belgacom, le téléphone et l'internet a été perturbé dans une partie de Gand, et le réseau informatique des banques et des distributeurs de billets était hors service pendant plusieurs jours dans une partie de la ville.